

le Monde 30 août 1973

# La C.F.D.T. juge le moment venu de reprendre avec la C.G.T.

## le débat sur le socialisme

déclare au « Monde » M. Edmond Maire

### Le conflit Lip permet de donner un contenu plus novateur à l'union des forces populaires

Les négociations entre M. Giraud et les représentants des salariés de Lip devaient reprendre, jeudi 30 août, à Arc-et-Senans. Les propositions de l'industriel diffèrent pour l'instant du plan Charbonnel sur plusieurs points essentiels.

Les syndicalistes de Lip, tout en poursuivant leur action d'autodéfense — un atelier clandestin de montage de montres a été mis en route mardi, — continuent à affirmer leur désir de négocier. M. Georges Séguy incite d'ailleurs dans une lettre les militants de sa confédération à manifester « en toute circonstance » leur volonté d'aboutir « au plus tôt » à « une solution satisfaisante ». Au passage, il les met en garde contre « certaines tentatives qui visent à théoriser à propos de l'affaire Lip pour le compte d'idées ou de stratégies partisanes ».

Le secrétaire général de la C.G.T. vise-t-il ainsi certains responsables de la C.F.D.T. ? M. Edmond Maire, qui tire, dans l'entretien que

nous publions ci-dessous, les leçons sociales et politiques du conflit Lip, se déclare pour l'essentiel d'accord avec les propos de M. Georges Séguy.

Il estime d'ailleurs que l'affaire Lip a mis en lumière une certaine évolution amorcée depuis plusieurs mois par la C.G.T., qui chercherait, selon lui, à « mieux intégrer les aspirations nouvelles des travailleurs ». Il croit donc que le moment est venu de prolonger avec les dirigeants cégétistes le débat fondamental engagé il y a deux ans sur les « objectifs significatifs de la transition au socialisme ».

Fort du large écho qu'a eu dans l'opinion le conflit de Lip, marqué, pour ne pas dire mené, par « des militants qui ont des perspectives autogestionnaires », M. Maire cherche à prendre l'initiative à l'égard des autres forces syndicales et politiques de gauche et à renforcer ainsi le courant socialiste autogestionnaire, dont son organisation se veut l'élément majeur.

*« On affirme volontiers dans les milieux syndicaux que l'action des salariés de Lip est exemplaire. Ne faudrait-il pas plutôt dire qu'elle est exceptionnelle ? La nature du produit fabriqué, la réputation de la marque, la présence d'un leader incontesté aux qualités peu ordinaires ne sont-elles pas quelques-unes des caractéristiques bien particulières de cette affaire qui se trouvent rarement réunies et qui font que Lip ne se répétera pas ailleurs ?*

— La grève active et démocratique chez Lip n'arrive pas comme un accident. Elle s'inscrit dans l'évolution des méthodes d'organisation et d'action des travailleurs que l'on constate depuis plusieurs années. Mai 1968 porte ses fruits. Un tel conflit révèle un enrichissement et un progrès dans les modes de lutte des salariés.

» Bien sûr, le conflit Lip est très spécifique ; les moyens employés correspondent à une situation donnée. S'il est exemplaire ce n'est pas par tel mode d'action précis employé par le personnel, mais par la grande capacité

d'imagination, de créativité, de proposition qu'il a révélée chez les travailleurs. Ils ont su mener leur combat de façon démocratique, s'assurer le soutien populaire en choisissant des modes et des thèmes d'action qui rencontrent l'adhésion de la majorité de la population. Ils ont montré qu'en matière d'emploi il est possible d'aborder les crises de façon offensive au lieu de se battre le dos au mur en essayant de limiter les dégâts.

» L'affaire Lip a été aussi l'occasion d'un renouveau dans les études économiques sérieuses menées pour étayer la revendication. Je dis renouveau parce que dans la période récente le recours à l'argumentation économique se faisait plus rare que précédemment. Certes, nous avons eu la chance exceptionnelle dans le cas de Lip de connaître tous les documents restés à l'usine. Mais nous nous en sommes servis très sérieusement, pas pour faire de la propagande mais pour avancer des propositions sérieuses qui correspondent aux possibilités de relance de l'entreprise dans le cadre de la société française, telle qu'elle est.

» C'est tout ceci qui a valeur d'exemple dans ce conflit marqué par des militants qui ont des perspectives autogestionnaires. Nous avons souvent dit que le gauchisme fleurissait sur les insuffisances des grandes organisations de la classe ouvrière. On constate qu'il n'y a pas de gauchistes dans le conflit Lip, sauf intégrés à la lutte de tous.

— Avoir pris le risque de franchir les limites de la légalité, cela aussi est-il exemplaire ?

— De tels risques ont déjà été pris dans le passé par le mouvement syndical. Chez Lip, on pouvait aller loin et frapper fort dans la mesure où l'on avait bien pris l'assurance que ce qu'on allait faire serait considéré comme légitime par les travailleurs et par l'opinion publique.

» On sait que les lois sont en retard sur la réalité sociale. On peut donc dépasser le droit sur de nombreux terrains avec l'accord de l'opinion publique.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 18 1<sup>er</sup> col.)



# LA VIE SOCIALE

## LES DÉCLARATIONS DE M. EDMOND MAIRE

(Suite de la première page.)

» Il est vrai que ce serait un danger sérieux de vouloir refaire, dans n'importe quelle entreprise, dans n'importe quelles conditions ce qu'ont fait les travailleurs de Lip. Il faut au contraire réfléchir à chaque fois à la force que l'on a, aux moyens dont on dispose pour mobiliser l'opinion publique et en fonction de tout cela réimaginer l'action. Encore une fois, si Lip est exemplaire, c'est par l'imagination dont ont fait preuve les travailleurs. Cela veut bien dire qu'ailleurs il ne faut pas copier des recettes mais copier l'imagination.

— *Malgré les divergences qui se sont manifestées parfois à Besançon entre les sections C.F.D.T. et C.G.T. sur la manière de conduire l'action et la négociation, cette affaire Lip semble avoir soudé plus que jamais l'unité entre les deux confédérations. Les méthodes de lutte employées chez Lip, qui ont fait partir les ouvriers de la légalité n'étaient-elles pas pourtant de nature à vous séparer de la C.G.T. ? Faut-il*

### Nous nous réjouissons de l'évolution de la C.G.T.

» La C.G.T. a constaté depuis plusieurs mois ces modifications de la réalité sociale. Elle s'est interrogée sur la manière dont, elle-même, menait l'action. Peu après les élections législatives de mars, des indications assez claires de la confédération C.G.T. ont été données à ses militants afin qu'ils cherchent à mieux coller à la réalité des luttes. Cette évolution ne me semble pas s'être faite sans difficulté ; et aujourd'hui encore, un certain nombre de ses fédérations ou d'unions départementales ont des réactions plus « traditionnelles ». Mais majoritairement les positions de la confédération C.G.T. montrent qu'elle souhaite mieux intégrer les nouvelles aspirations des travailleurs.

» De ce point de vue, le discours de Georges Ségué à Besançon m'a semblé assez bien traduire cette évolution. J'ai été impressionné par la vigueur avec laquelle il affirmait son accord avec les modes d'action des travailleurs de Lip.

» Nous nous réjouissons vivement à la C.F.D.T. de cette évolution, car elle montre que l'unité d'action à Lip ou ailleurs n'est pas simplement une réaction de circonstance — on fait bloc en cachant un moment ses divergences, — elle permet aux unes et aux autres de mieux comprendre ce qui se passe. Si ce mouvement continue, cela pourrait nous permettre une action plus unie et plus engagée.

— *La lettre que M. Georges Ségué vient d'envoyer aux adhérents de la C.G.T. chez Lip ne modifie-t-elle pas votre point de vue ?*

— Sur le fond de cette lettre : demande de négociations sérieuses, poursuite de l'unité d'action, refus d'utilisation partisane du

*croire que l'unité actuelle n'est que purement défensive, ou croyez-vous que la C.G.T. soit en train de modifier son analyse sur le contenu et les méthodes d'action ?*

— La C.G.T. est une organisation ouvrière de masse qui a une solide tradition d'analyse de la réalité sociale. Elle ne commet pas l'erreur du patronat, qui a l'air de considérer que les conflits difficiles qui se passent en France sont télégués par un état-major de la C.F.D.T. Par l'intermédiaire de ses militants, la C.F.D.T. manipulerait les travailleurs et provoquerait des explosions de mécontentement, imposerait des types d'action nouveaux.

» Cette analyse du patronat est, de fait, complètement fautive ; elle évite de voir les modifications de la réalité sociale que la C.F.D.T. ne fait qu'essayer de prendre en compte. Au fond c'est peut-être la capacité d'analyser, de synthèse, d'innovation de la C.F.D.T. qui la fait apparaître dans plusieurs conflits dont le conflit Lip comme ayant une position particulièrement dynamique.

conflit, nous sommes parfaitement d'accord.

— *Mais ne pensez-vous pas qu'au retour des vacances, les revendications traditionnelles des salariés vont à nouveau revenir au premier plan et avec elles les méthodes d'action plus classiques, l'affaire Lip n'ayant été qu'une sorte de longue parenthèse ?*

— Je ne dis pas que toute la classe ouvrière est au diapason des travailleurs de Lip. Et les forces syndicales en présence à l'usine de Besançon ne sont pas l'exacte image des forces syndicales partout ailleurs en France. D'autre part, les grandes revendications de la rentrée vont sûrement être des revendications de pouvoir d'achat et de conditions de travail. Mais ce n'est pas parce qu'il s'agira là de questions bien connues, bien cernées depuis longtemps, que l'action ne peut pas être dynamique. Ce qui est important, c'est le mouvement qui est en cours. S'il y a partout, de la part des syndicats quels qu'ils soient, la volonté d'exprimer la réalité sans la tordre, on aidera à se développer et à s'exprimer les aspirations des travailleurs à travers des formes d'actions collectives nouvelles.

— *De votre côté, vous avez quelques mois après les élections législatives rejoint en quelque sorte le front syndicalo-politique des forces de gauche. Lors de votre congrès de mai pourtant, vous étiez toujours aussi sévère à l'égard des insuffisances du programme commun, et particulièrement agressif à l'égard du P. C. Qu'est-ce qui a amené la C.F.D.T. à modifier sa position ?*

— Je rappellerai tout d'abord

qu'en janvier dernier, c'est-à-dire deux mois avant les élections législatives, un éditorial de notre hebdomadaire *Syndicalisme*, publié au lendemain de notre bureau national, était intitulé : « En syndicalistes, tout faire pour la victoire des forces populaires. » La C.F.D.T., avant les élections législatives, avait donc affirmé clairement que, partie prenante

### Au-delà du programme commun

» Il n'est pas du tout étonnant qu'aujourd'hui la C.F.D.T. se réjouisse vivement d'une situation qui permet à l'union des forces populaires d'améliorer son unité par un contenu revendicatif plus progressiste, plus novateur. La dynamique sociale et politique qui se dégage de la grève chez Lip va bien au-delà de ce qui découle du programme commun et recueille un accord populaire largement majoritaire.

» Comment faire pour que cette situation porte des fruits durables ? Certes elle en porte déjà puisqu'il y a progrès de la conscience populaire, mais il manque encore des moyens politiques à la mesure de ce qui se passe dans le pays. Est-ce que la bonne solution est d'améliorer le programme commun en y faisant rentrer la C.F.D.T. et le P.S.U., par exemple, puisque ce parti est aussi présent dans les forces qui agissent en ce moment ? Pour ce qui est de la C.F.D.T., il n'en est pas question. Nous ne souhaitons pas être partie prenante d'un programme de gouvernement pour des raisons de principe qui tiennent à notre conception de la spécificité et de l'indépendance de l'organisation syndicale.

» Mais un progrès certain pourrait être réalisé, si, respectant leurs responsabilités spécifiques d'organisation syndicale, la C.F.D.T. et la C.G.T. prolongeaient leur débat fondamental non pas sur le socialisme de l'an 2000 mais sur les objectifs mobilisateurs préparant les conditions d'un changement profond et sur les objectifs significatifs de la transition au socialisme. L'année dernière, arrivée à ce point du débat de fond entre nos deux organisations, débat qui avait commencé par l'analyse commune du capitalisme puis nos perspectives du socialisme, la C.G.T. apportait immédiatement sa caution au programme commun qui venait d'être conclu, et nous disait qu'il n'était plus possible pour elle de sortir de ce cadre. Nous en avons pris acte.

» Mais nous considérons aujourd'hui que les conditions sont peut-être meilleures pour que la C.G.T. se rende compte qu'il y a un grand progrès réalisable pour l'ensemble des forces populaires, en reprenant le débat avec la C.F.D.T.

» Si la C.G.T. accepte de s'engager dans cette voie, on peut arriver à un accord significatif. Les partis politiques pourront alors s'ils le veulent inscrire tout partie des objectifs interco-

des forces populaires, elle souhaitait apporter sa dynamique à leur union, malgré les réserves qu'elle faisait sur le programme commun. Nous avons dit que ce programme était un progrès, mais qu'il était insuffisant et ne nous semblait pas tenir compte de tous les espoirs contenus dans les luttes sociales.

raux dans leur programme. Ainsi les partis auront un programme de gouvernement qui tiendra compte des aspirations syndicales, et les syndicats auront, en pleine indépendance, toute leur place dans l'union des forces populaires.

— *Et avec le P.C. avec qui vous avez échangé des propos particulièrement vifs à l'époque de votre congrès, le dialogue vous paraît-il possible aujourd'hui ?*

— L'attitude agressive du P.C. à l'égard de la C.F.D.T. s'est estompée. Nous ne sommes plus accusés d'être du côté de M. Pompidou. C'était déjà difficile à faire croire à l'époque, ce serait plus difficile encore aujourd'hui. Quant à nous, nous continuons à tenir la même argumentation qu'à Nantes, mais dans des termes qui permettent peut-être un peu plus de compréhension.

» Nous constatons que le P.C. a en France une théorie : il se veut le parti de la classe ouvrière, le parti d'avant-garde qui a la certitude de détenir la science de la révolution. Mais, dans la pratique, le P.C. est de plus en plus amené à accepter un pluralisme politique durable entre tous ceux qui veulent changer la société. Changement tactique ? De toute façon pour la C.F.D.T. c'est la pratique qui est la plus importante. La pratique de la collaboration égalitaire avec les militants socialistes autogestionnaires a de bonnes chances d'amener les militants communistes à adapter leur théorie aux faits. Là aussi les faits précèdent le droit. On peut ainsi arriver à ce que chacun des deux grands courants socialistes reconnaisse non seulement l'utilité tactique mais aussi la nécessité fondamentale d'un accord entre eux, chacun ne portant qu'une partie de la vérité, chacun laissé à lui-même connaissant ses propres limites.

» Si toutes les forces de gauche, pas seulement dans leurs écrits mais dans la pratique, montrent à la fois leur volonté d'union et leur tolérance et reconnaissent que leurs différences et leurs contradictions sont une source de progrès, alors on nous croira lorsque nous parlons de socialisme dans la liberté.

— *Mais pourquoi dans l'affaire Lip, conflit mené par les syndicats, avoir fait appel aux partis de gauche ?*

— Si la C.F.D.T. a été d'accord pour prendre des initiatives communes avec les partis, c'est qu'était en cause à travers ce conflit l'attitude du gouvernement dans son ensemble, la manière dont il porte atteinte aux libertés. Donc normalement sur ce plan les partis politiques ont leur mot à dire. Mais aussi parce que la C.F.D.T. souhaite vivement que les partis politiques soient plus présents dans ces luttes, qu'ils ressentent mieux les aspirations nouvelles des travailleurs. Lip, de ce point de vue, peut être un excellent catalyseur pour une réflexion en profondeur au sein des partis, y compris sur leur mode d'action, d'intervention dans les luttes sociales.

» La manière dont les confédérations ont associé les partis à l'affaire Lip, en respectant les responsabilités spécifiques de chacun, fait aussi partie des efforts que nous avons à faire les et les autres pour rendre plus dynamique, plus vivante l'union des forces populaires.

— *Les syndicats reprochent au gouvernement de n'avoir pas fait preuve de beaucoup d'imagination dans cette affaire Lip. Mais, dans une société libérale comme la nôtre, son rôle est-il vraiment de renflouer avec l'argent des contribuables des affaires qui périssent ou n'est-il pas plus d'assurer dans les meilleures conditions la conversion et le reclassement des travailleurs des secteurs en difficulté ?*

— Le gouvernement, en fait, a manifesté l'affaiblissement de l'Etat non seulement devant le patronat français, mais aussi devant les sociétés multinationales. M. Charbonnel dit qu'il « ne peut pas contraindre les entreprises à faire ce qu'elles ne veulent pas

faire ». Le gouvernement montre une impuissance si énorme que, si on le suivait dans cette logique, il devrait immédiatement supprimer le commissariat au Plan, l'aménagement du territoire, la quasi-totalité des institutions économiques de l'Etat. Il apparaît, dans le cas présent, encore plus faible et plus soumis qu'il ne l'est. C'est un visage de déchéance de l'Etat que montre M. Charbonnel, qui correspond d'ailleurs à l'attitude du patronat.

» M. Ceyrac ne veut pas lui non plus que le C.N.P.F. sauve les « canards boiteux ». Cela veut dire que dans les deux cas on retrouve cette morale simple : il y a des dirigeants d'entreprise qui font des erreurs de gestion, qui se rendent coupables de délinquance financière, et il y a les salariés qui doivent payer les pots cassés. Au fond, cette loi du profit, cette loi d'airain, si elle apparaissait bien avec toute sa dureté à la population — elle est apparue en partie dans le conflit Lip, et c'est pour cela que ce conflit est si populaire, — ne pourrait assurer longtemps la sécurité de ce gouvernement.

— *Il n'en reste pas moins que l'évolution des technologies, des marchés, la modernisation des structures industrielles, imposent parfois, quel que soit le régime économique, la conversion des entreprises et des hommes. Refuser par principe tout changement, n'est-ce pas une attitude irrationnelle ?*

— Nos camarades mineurs n'ont jamais demandé de travailler jusqu'à la mort au fond de la mine. Ils ont réclamé des moyens de conversion des emplois avec des salaires équivalents à ceux qu'ils touchaient. Le cas de Lip est différent. M. Charbonnel dit qu'il ne peut rien, car il n'a pas trouvé de financier ou d'industriel qui veuille reprendre Lip en l'état. Il n'a pas dit : « Cette usine » n'est pas viable, on ne peut pas développer ses productions. » Il s'est contenté de reprendre les exigences d'Ebauches S.A. En fait, il ne veut pas que l'Etat s'en occupe.

» Lorsque l'intérêt à la fois d'une branche industrielle et d'une région est en jeu, il y a eu dans le passé, même dans ce régime, des interventions de l'Etat (pétrole, informatique, par exemple). Aujourd'hui, l'Etat a toute la possibilité, s'il le veut, d'intervenir. Il ne le veut pas. Il veut que le capitalisme français se restructure au grand vent de la concurrence internationale. Il faut que la France se coule dans le moule du capitalisme sauvage.

» L'Etat fait mine d'incapacité alors que tout simplement il ne veut pas intervenir dans la manière dont se fait sur le dos des travailleurs la restructuration de l'industrie privée française. »

Propos recueillis par **JEAN-MARIE DUPONT.**